N° 109/ Février 2018 2 € (soutien 3 €) lct.cwb@gmail.com / www.lct-cwb.be / www.litci.org

*« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »* **(K.Marx)**




Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

# « Francken démission ! »

p.3

RÉFORMES

**Les grands accords**

- Le report de l'âge de la retraite.
- L'exonération à vie de cotisations patronales pour le premier emploi.
- Les flexi-jobs.
- Le tax shift.
- La réforme de l'Isoc.
- Le communautaire au frigo.
- La trajectoire budgétaire.
- Le saut d'index.
- La sauvegarde de la compétitivité.
- L'annualisation du temps de travail.

Le Soir Vendredi 12 janvier 2018

## Et entre-temps… « les grands accords »

Tensions au gouvernement ? Crise, ou crisette ? Les medias sont à l'affût de tel ou tel haut-placé pour dire du mal de tel autre et un « bien informé » parlerait même de chute du gouvernement, d'élections anticipées. Mais dans les quartiers généraux des partis au gouvernement, c'est clair : ils ont un calendrier à suivre et on avance avec les « reformes socio-économiques ».

Ce gouvernement a été marqué par des situations dans lesquelles des "tensions" apparaissaient suite à des déclarations provocatrices de certains de leurs membres, principalement de la N-VA. Cependant, après un peu de fumée fortement médiatisée, et des déclarations dites « fermes » de la part du Premier ministre, ils serrent les rangs et ça continue.

Le gouvernement se sent renforcé et il est sûr qu'en son sein, personne ne lui opposera des obstacles pour continuer. Pour le MR, « *entre notre programme et celui de la N-VA, il y a 80 % en commun* » (LS 12/01/18). Et malgré certaines apparences, la politique migratoire fait partie de ces 80 %.

Nous devons constater que, malgré plusieurs mobilisations dans le passé, ou certaines tensions internes, toutes les réformes proposées par le gouvernement sont appliquées ou en cours d'application, et c'est cela qui est prioritaire pour la bourgeoise, qui ne veut pas de « crises ».

Face aux attaques du patronat et de son gouvernement, la réponse des directions syndicales, qu'elles soient fédérales, régionales ou de telle ou telle centrale, est lamentable. Pour nous, leur position est complètement fausse. Elles se limitent à exiger seulement de participer aux négociations sur l'application des réformes.

Il n'y a plus de mobilisation nationale contre les réformes du gouvernement, aucune action importante centralisée, et des manifestations plutôt démoralisantes pour les travailleurs, qui voient de moins en moins l'importance ou l'utilité d'aller manifester. En effet, actuellement, notre classe mène des luttes purement défensives, et nous ne réussissons pas à obtenir de victoires importantes. Oui, notre classe est en recul, la situation des ménages se détériore, les conditions de travail aussi, le travail précaire se généralise, et même nos droits démocratiques et sociaux sont bafoués, comme le droit de grève.

Robert Venteuil, secrétaire général de la FGTB, regrette qu'il n'y ait pas de place pour une réelle concertation (Le Soir 17/01/18), et cependant, ce même dirigeant a participé à des discussions avec le patronat et a signé des accords sur les pensions, le chômage, les travailleurs en congé de maladie, les salaires, etc., sans tenter même d'avoir l'avis des principaux concernés, les travailleurs.

La FGTB Wallonne, pour sa part, s'occupe depuis des mois d'essayer de constituer une « liste de gauche », qu'elle appellerait à soutenir. Pour les travailleurs, pas besoin donc de se mobiliser et de s'organiser : il suffit de voter de temps en temps, el la direction syndicale est là pour leur dire pour quel parti. Actuellement, elle discute avec le PS, Ecolo et le PTB.

Nous ne devons pas tomber, encore une fois, dans le piège des élections Nous devons exiger la rupture avec les partis politiques traditionnels, responsables des politiques libérales ; ou avec ceux qui, pour caresser l'électorat dans le sens du poil, avec la collaboration des medias, adoucissent leur langage et nous proposent des solutions comme n'importe quel parti en période électorale, sans dénoncer le fond du problème, le système capitaliste et ses institutions.

Pas de confiance dans les directions syndicales qui nous trahissent : elles nous mènent à l'échec et à la démobilisation. Il est nécessaire de nous organiser et de nous solidariser avec ces petites luttes qui existent quand-même et arrachent parfois des victoires, et de poser ainsi les bases pour une dynamique syndicale alternative, de classe et combative.

Aucune liste "de gauche" comme celles que nous avons déjà connues en Belgique ou ailleurs, ne pourra représenter nos intérêts, sauf si elle émane de la lutte quotidienne des travailleurs.

Voilà notre principal défi : s'organiser dans les luttes pour obtenir des victoires et construire une alternative politique propre à notre classe, qui lutte ouvertement contre le patronat, contre ses partis et son gouvernement, contre le capitalisme et pour le socialisme. ■

## LIT-QI

**La Ligue Internationale des Travailleurs** - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, à nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Ed. resp. J.Talpe - rue de l'Elan 73 - Bruxelles



# « Prolétaire de tous les pays, unissez-vous »

Cette phrase du Manifeste du parti communiste est d'actualité, aujourd'hui plus que jamais. Il y a 170 ans, Marx et Engels nous donnaient déjà de précieuses indications sur l'orientation à donner à notre lutte. Actuellement les médias bourgeois nous parlent de « l'affaire des soudanais », ou de « la crise des réfugiés ». Ils se demandent s'il est « légal » de les expulser vers tel ou tel pays, si on peut parler de violence, de torture.

### Le gouvernement réprime et expulse …

En effet, pour nous, les termes « migrants, réfugiés, sans-papiers… » sont des noms qui, au bout du compte, se rapportent à une même réalité : celles de milliers de travailleurs et de leur famille qui acceptent de tout perdre pour venir chercher un avenir meilleur dans nos pays. Ils fuient la misère, la guerre et les persécutions. Durant leur voyage, nombreux sont ceux qui meurent noyés ou sont souvent, comme en Libye, réduits en esclavage.

Concernant « l'affaire des soudanais », la réalité est particulièrement tragique. Ces personnes sont arrivées en Belgique, fuyant leur pays dirigé par un régime brutal qui impose une répression féroce et permanente. Et Théo Francken a invité une délégation du régime pour identifier plusieurs ressortissants soudanais qui avait été arrêtés et placés dans un centre fermé. En d'autres mots, il a livré des réfugiés politiques à leurs bourreaux ! Et ensuite, il les a expulsés vers le Soudan. L'Institut Tahrir a indiqué qu'ils ont subi des tortures. Un ressortissant expulsé témoigne qu'ils ont été menacés de mort.[1]

Le gouvernement soutien totalement Théo Franken, va « demander une enquête » et a suspendu les expulsions vers le Soudan… Bref, il voudrait savoir si, au Soudan, il existe un régime brutal, un régime dirigé par un président poursuivi par la CPI pour génocide au Darfour, un pays où Amnesty dénonce régulièrement les violations des droits de l'homme. Bel exemple de cynisme et d'hypocrisie criminelle ! Pour nous c'est clair : le gouvernement belge a bel et bien du sang sur les mains, et l'affaire est destinée à se perdre dans les méandres de « l'encommissionnement ».

### …pour mieux nous diviser

Si ces travailleurs du Soudan ou d'autre pays veulent venir chez nous, c'est pour y trouver un avenir meilleur, car nos pays sont plus riches. Et si nos pays sont plus riches, c'est en grande partie grâce à l'exploitation des richesses de leur pays. Le bien-être dont nous bénéficions en Belgique aurait été impossible sans les concessions que sa bourgeoisie a pu faire aux travailleurs grâce à l'exploitation du Congo. Nos Etats ont donc une responsabilité dans la situation catastrophique des pays plongés dans la misère et la guerre. La Belgique contribue à aggraver la situation via l'activité de ses multinationales, qui continuent à piller les ressources des pays africains. De plus, elle participe, en RDC, via la MONUSCO, à la formation de la police nationale, qui réprime dans le sang le peuple congolais qui s'oppose au président Joseph Kabila. Les situations de par le monde doivent être envisagées globalement et l'interdépendance des réalités vécues par les travailleurs n'est plus à démontrer.

Les patrons européens, dont les belges, utilisent les migrants, une fois arrivées ici, comme main d'œuvre bon marché. Soit légalement en acceptant de régulariser certaines personnes choisies dans une liste de profils, soit en les maintenant dans l'illégalité, ce qui les pousse à accepter des boulots au noir, souvent dans des conditions inhumaines.

Cette main d'œuvre bon marché, dans un contexte de chômage massif, permet au patronat de faire pression sur le salaire et les conditions de travail de l'ensemble des travailleurs. Et pour éviter que l'on s'unisse, pour réclamer des

**Témoignages de syndicalistes présents à la manifestation pour la justice migratoire le 13 décembre dernier à Bruxelles :**

*« En tant que syndicaliste, c'est important d'être présente à cette manifestation, car j'estime qu'on est tous du même côté de la barrière : on subit des politiques dans le monde qui profitent aux riches et, comme travailleurs, on se fait exploiter par ces mêmes riches.*

*Dans nos pays, on subit une austérité qui va en augmentant au profit des banques et du patronat. Les sans-papiers, eux, sont doublement exploités. D'abord comme être humain, car ils viennent de pays plongés dans la pauvreté grâce à la complicité de nos gouvernements, et c'est impossible pour eux de construire une vie là-bas. Ensuite, comme travailleurs, qui sont soumis aux patrons qui utilisent leur situation et les exploitent dans des boulots difficiles.*

*On est du même côté de la barrière, même si la situation est plus dramatique pour eux.*

*Donc, si on n'est pas solidaire, alors on sera perdant de toute façon, car on lutte contre un ennemi commun. »*

Monique,
militante pensionnée CGSP-ALR

*« D'abord, je ne suis pas ici simplement comme syndicaliste. Je le suis ici aussi juste en tant qu'être humain.*

*Je trouve, en tant qu'humain, que les droits de certaines personnes bien placées dans notre société pèsent beaucoup plus que les droits de personnes qui fuient la guerre dans leurs pays.*

*Et en tant que syndicaliste, je crois que c'est une preuve que la lutte des classes est bien réelle et que toute une partie de l'Europe ferme les yeux sur ce qui se passe. Une Europe qui va de plus en plus vers la droite, et dans laquelle nos parents et grands-parents ont combattu pour en arriver à ce que tout le monde ait les mêmes droits. »* J-P.

1 Le 11.01.2018 à la RTBF

conditions de vie dignes pour tous et l'arrêt de leur politique criminelle de répression et d'expulsion de nos frères et sœurs de classe des autre pays, ils stigmatisent les « migrants », les « sans papiers », en les assimilant à des criminels.

**Une seule solution : l'unité de notre classe**

La seule solution est d'octroyer les mêmes droits à tous, et cela commence par garantir un permis de travail pour tous ainsi que la régularisation de tous les « sans papiers » et « migrants ».

Nos organisations syndicales ont le devoir de prendre des mesures pour protéger ces travailleurs et leurs familles. Il s'agit de faire pression sur l'autorité publique pour loger et nourrir de manière digne toutes ces personnes. Pour cela, nous soutenons toutes les initiatives qui vont dans ce sens. Le mouvement de solidarité et d'accueil de bénévoles montre une très grande solidarité et nous le saluons. Cependant, nous pensons que c'est aux autorités publiques d'organiser cette solidarité. Avec les moyens dont elles disposent, il est tout à fait possible d'offrir un accueil durable et de qualité à l'ensemble des migrants. Et qu'on ne nous parle pas de « profiteurs » et «d'appel d'air ». Les « profiteurs », c'est l'économie belge, qui dispose d'une main d'œuvre pour laquelle elle n'a dépensé pas un centime en formation et éducation, de la naissance jusqu'à l'âge de travailler.

Enfin, pour lutter contre le racisme et la division semée par le gouvernement et ses médias, qui présentent ces travailleurs comme des criminels, nous devons exiger l'arrêt immédiat de toutes les arrestations, la libération de tous les prisonniers incarcérés en centre fermés et l'arrêt des expulsions.

La meilleure manière d'obtenir des avancées et des victoires dans ces combats est d'intégrer ces travailleurs dans nos organisation syndicales et de promouvoir l'unité entre tous, avec ou sans papiers.

Nous faisons un appel à toutes les organisations syndicales, de droits de l'Homme et de bénévoles pour développer une mobilisation contre la politique répressive du gouvernement et pour un accueil immédiat et de qualité de tous ceux qui fuient la guerre et la misère.

**Démission immédiate de Théo Francken !**
**Pour un accueil digne et massif de tous les migrants, organisé par les institutions publiques !**
**Syndicalisation et défenses de tous les travailleurs, *avec ou sans papiers* !**
**Arrêt des expulsions ! Régularisation de tous les sans papiers !**
**Non à l'Europe Forteresse : de l'argent pour l'accueil, pas pour la répression !**

**Soudan, un régime brutal**

Le 22 septembre 2017, le président du Soudan a ordonné une attaque armée contre le camp de Kalma (camp de réinstallation de 90 000 personnes) dans la région du Darfour. 28 personnes ont été blessées et 8 ont été tuées, y compris deux femmes et un enfant. Les attaques continuent (www.dabangasudan.org/en).

C'est une suite ininterrompue d'incendies, de mort, de vol et de viol qui continue depuis les années 1990 ; « plus de 480 000 personnes ont été tuées, et plus de 2,8 millions déplacées ». (worldwithoutgenocide.org)

Des dizaines d'étudiants ont été tués, blessés et expulsés des universités depuis 2014 pour avoir organisé des manifestations et pris la parole contre les violations des droits de l'homme au Darfour. En juillet 2017, les étudiants ont été empêchés d'utiliser les transports publics pour aller à une manifestation contre la privatisation de l'université à Khartoum, et plus de 1200 étudiants du Darfour de l'Université Bakht al-Rida (Etat du Nil Blanc) sont allés à pied à Khartoum pour porter leurs revendications au gouvernement : droit d'étudier et de participer aux élections étudiantes ; réadmission de 14 étudiants expulsés ; arrêt des massacres de leurs familles et leur parents une fois rentrés chez eux.

Deux étudiants, Ashraf Alhadi et Jafar Mohammed, ont été poignardés à mort et deux autres grièvement blessés dans cette manifestation, et le 26 septembre, Aesim Umar a été condamné à mort. Le 30 septembre, à l'Université Kordafan, 4 étudiants ont été tués, 13 blessés et 20 arrêtés.

Dans le même temps, la répression du Soudan envers des migrants et des réfugiés de Somalie, l'Erythrée et l'Ethiopie a connu une escalade. Selon The Guardian de février 2016 :« 65 demandeurs d'asile ont reçu 40 coups de fouet sur le dos et à l'arrière de leurs jambes avec des fouets de cuir ».L'opposition aux attaques du gouvernement a conduit à l'organisation de nombreuses manifestations, au Soudan et à travers l'Europe et les Etats-Unis, y compris au Royaume-Uni (à Liverpool avec *Justice for Darfur*). Compte tenu de cela, pourquoi les Etats-Unis ont-ils mis fin, en octobre 2017, à leur politique de sanctions vieille de 20 ans contre le Soudan ? Pourquoi l'UE donne-t-elle des millions à Al-Bashir ? Et pourquoi le gouvernement britannique n'a-t-il rien fait contre le commerce soudanais des armes via Londres ? »

Yaser Costa et Martin Ralph,
extrait de *Socialist Voice* (décembre 2017),
le journal de l'*International Socialist League*,
la section de la LIT-QI en Angleterre.





# Les « emplois » des titres-service

En 2004, le gouvernement a instauré un régime qui permet aux particuliers de faire appel à des aide-ménagères pour un coût assez bas. L'Etat intervient directement dans la rémunération des travailleurs du secteur, et le particulier qui fait appel à ces services a droit à une déduction fiscale.

Concrètement, le particulier s'inscrit dans le système, fait appel à une société agrée et commande des chèques (9 € pour une heure de travail) avec lesquelles il paye le prestataire des services. Celui-ci est embauché par la société agréée qui le paye comme un salarié et lui assigne des « clients » dont elle récupère alors les chèques via le prestataire. Le particulier peut déduire le montant dépensé en chèques-services sur la feuille d'impôts.

On compte aujourd'hui environ 2 300 entreprises agrées avec un total de 140 000 travailleuses. (98 % des travailleurs de ce secteur sont des femmes.)

Nous avons rencontré une travailleuse du secteur. Arrivée d'Espagne il y a peu, pour chercher un travail désormais inexistant là-bas suite à la crise économique et aux mesures drastiques d'austérité, elle a finalement trouvé un emploi dans ces « titres-services ».

Nous avons abordé avec elle différents aspects du travail et du secteur.

**Les travailleurs du secteur**

« Ce n'est pas vrai que les gens qui travaillent dans ce secteur n'ont pas fait d'études, mais il n'y a pas de travail ! Il y a des migrants qui viennent d'autres pays, et c'est difficile de s'insérer dans cette société sans parler la langue. Ils ont des diplômes qui ne sont pas reconnus ici, et pour les faire valider, ce sont des démarches très coûteuses. Ils travaillent donc dans ce secteur mal payé. Ils peuvent être ingénieur, ou médecin, mais ici, leur diplôme ne les sert pas, faute d'homologation. Et donc, à un moment, on prend n'importe quoi comme travail, car il faut survivre. En Espagne, cela se passe dans tous les secteurs, comme par exemple le secteur de la construction, où on trouve beaucoup des gens qui ont fait des études. Par exemple, mon compagnon est licencié en droit, mais il a travaillé dans le domaine de la construction. Et il y a beaucoup de gens comme lui. »

**Les conditions de travail**

***Au quotidien***

« Travailler dans les titres-services, chez les clients, ça veut dire travailler dans l'intimité, et ce n'est pas facile. Ce sont des "clients" et chacun a ses propres exigences, ses priorités.

On ne reçoit pas une formation adéquate pour travailler là, car il y a des produits chimiques à manipuler et ce n'est pas évident de savoir comment on va les utiliser. Et il manque toujours des produits, des serpillières, ou on a des seaux qui ne sont pas adéquats…

Et ce n'est pas seulement nettoyer : c'est nettoyer, repasser, faire le repas chez certains (moi je ne le fais pas) et la couture.

Parfois, il y a des personnes âgées ou des personnes handicapées à la maison. Donc tu n'es pas vraiment à l'aise en faisant ton travail. »

***Le temps partiel***

« La plupart des contrats sont à temps partiel. C'est mon cas notamment. Si les clients sont absents, par exemple, comme aujourd'hui, ils demandent le chômage économique. Et pour demander le chômage économique, le client doit prévenir 10 jours avant pour que l'employeur demande les papiers, mais dans les faits, cela ne se fait pas. Et même si cela se faisait, dans ma situation, ça ne sert à rien, car quand je vais à la CAPAC avec les papiers, ils me répondent que ça ne va pas parce que la loi a changé. Avant, tout le monde avait droit au chômage mais maintenant, il y a des conditions. Et ces conditions ne sont pas remplies dans mon cas vu mon âge et le temps durant lequel j'ai cotisé. Je n'ai donc pas droit au chômage économique. Et ça veut dire que je travaille à temps partiel, que j'ai peu d'argent, et si les gens sont absents, l'Etat ne me rembourse pas parce que je n'y ai pas droit. Je dois cotiser au moins 2 ans et demi ou 3 ans pour avoir droit au chômage. Pour moi, ce sont des journées de travail perdues, car personne ne me paye ces journées. "Lutter contre la pauvreté", ce n'est pas cela.

Si on tombe au chômage, on va recevoir une misère. Sur le long terme, quand on parle des pensions, on a une pension misérable. C'est ça, ce que veut dire le temps partiel. »

***Le salaire***

« On ne touche pas grand-chose ! Et je ne peux pas réduire mon temps de travail malgré des problèmes de santé, des douleurs, sinon, je vais toucher un salaire misérable. J'ai 50 ans et je ne me vois pas travailler comme cela à 60 ans. Je ne pourrai pas le faire. Et même si je continue dans ce secteur, à 60 ans, je dois réduire les heures.

Mon employeur ne me payait pas non plus le transport, alors qu'il y est obligé. Et j'ai donc dû me renseigner un jour, parce que je voyais qu'il y avait des problèmes dans la fiche de paye : on ne me payait pas le transport, ni l'indemnisation pour les vêtements, il y avait des heures qui manquaient. J'ai laissé passer un certain temps avant d'aborder la question, et l'employeur me devait presque 300 euros. Et même s'il m'a fait directement un virement, cela ne se justifie pas, et si je n'avais pas abordé

la question, je n'aurais rien eu. Lorsque je suis allée là-bas, avec la photocopie (j'avais laissé l'originale chez moi), elle a d'abord nié, puis, en ouvrant l'ordinateur, c'est une autre fiche de paye à mon nom qui est apparue, avec plus d'argent. »

*La pénibilité*

« Quand tu fais le ménage chez toi c'est fatiguant, mais imagine que tu le fasses chez 5,6, 7 clientes. Il y a des fois où je travaille 9 heures, 10 heures sur une journée. Et ce sont toutes des grandes maisons. Je ne travaille pas dans des appartements. Ce sont des maisons avec 4, 5 salles de bains, les chambres, les escaliers, faire le repassage,...C'est très fatigant. Et quand tu as fini, tu recommences, mais les clientes ne sont pas proches les unes des autres, elles sont dispersées. Je travaille dans 5 ou 6 communes différentes et lorsque je sors de chez une cliente, je dois courir...et pas de pauses. Je mange dans le métro, ou chez la cliente suivante si c'est permis, mais de toute manière, tu es mal à l'aise. Il y en a même qui ne veulent pas qu'on utilise les toilettes. »

*La relation avec les clientes*

« Je dépends de la présence des clientes comme je l'ai déjà dis. Ce sont toujours des clientes, ça reste très féminin. Et ce ne sont pas n'importe quelles clientes, ce sont des clientes avec de hauts revenus. Une personne pauvre ne peut pas avoir le service d'une aide-ménagère, parce que ça lui coûte trop cher.

Et donc ces clientes sont des clientes de la classe moyennes, de la bourgeoisie, et elles bénéficient d'une réduction fiscale et elles peuvent concilier leur travail avec leur vie privée. Ce que nous ne pouvons pas faire, car nous, nous devons travailler péniblement. On arrive écrasées à la maison, et on continue à travailler chez soi. Donc on ne peut pas parler d'égalité. Ce n'est pas vrai qu'on est égales, une femme bourgeoise n'est jamais égale à une femme travailleuse et pauvre. A chaque prestation, la cliente doit me donner les chèques. Mais parfois elles n'ont pas les chèques, donc ça s'accumule. Elles pourraient même affirmer, si elles le voulaient, que je n'ai pas travaillé. Parfois, elles ont une si grande maison qu'elles ne veulent pas aller chercher les chèques en haut ! "Ah, je vais te payer la prochaine fois...". Et que puis-je dire ? C'est comme mon employeur. J'ai plusieurs patrons. Et je ne vais pas dire "non, la législation dit que vous devez me donner les chèques après chaque prestation" .

Et les prestations, c'est au moins trois heures. Ce qui n'est pas non plus toujours le cas. »

**Le secteur des titres- services et les subsides du gouvernement**

« C'est le budget général de la sécurité sociale qui finance les titres services. Donc, le gouvernement préfère payer de l'argent à des sociétés privées pour gérer cela. N'importe qui peut avoir une société de titres services, il n'y a pas de conditions, ils ne sont pas exigeants. Il n'y a pas d'inspection pour voir si les choses fonctionnent bien ou pas.

Le gouvernement dit qu'il crée des emplois. Oui, mais quels emplois ? Ce sont des emplois précaires.

Dépenser de l'argent pour des sociétés privées qui ne gèrent pas bien le travail, je ne le considère pas comme valable, ni à long terme.

Si le but principal du gouvernement était de lutter contre le travail en noir et la pauvreté, ce but n'est pas atteint. Je pense que cela devrait être aux mains des services publics sans intermédiaires. Et que l'on crée des emplois qui ne sont pas précaires. Avec cet argent, on peut créer des emplois, de vrais emplois, on peut aussi faire d'autres choses, des crèches, des maisons de repos, gratuites, publiques et de qualité. Parce qu'en fait, quand on ne fait pas cela, c'est la femme qui est obligée d'élever les enfants, faire le ménage, s'occuper de ses parents malades.

Et les gens, en ayant ce travail, restent dans la précarité et la pauvreté. Ça a aidé les gens avec de hauts revenus qui font appel à ces services. Mais cela n'aide pas les travailleuses à sortir de la pauvreté. »

**Le travail syndical dans le secteur**

« Je ne suis pas encore affiliée. Je vais encore attendre un peu. Et pour l'instant, je parle directement avec mon employeur. Je n'ai aucun contact avec les syndicats. Je n'ai même aucun contact avec les travailleuses. Je ne sais pas combien de personnes travaillent là. Je dois me défendre toute seule. Et même pour rencontrer l'employeur, c'est compliqué. On me disait, lorsque j'avais signalé des problèmes sur ma fiche de paye, de laisser les chèques dans la boîte aux lettres, car on ne voulait pas me voir, et on n'avait aucun argument à me donner. »








## La question nationale

La « question nationale » est revenue sur le devant de la scène avec les évènements en Catalogne en 2017, qui n'ont pas manqué de réveiller un peu le débat communautaire qui faisait rage en Belgique lors de la crise de 2010[1] et mis entre parenthèses avec le gouvernement Michel-De Wever. Le thème dépasse toutefois largement ces cas concrets et ne se résume pas en quelques intrigues. Il a son origine dans l'émergence de la société capitaliste, qui a donné forme aux nations actuelles, mais qui, en même temps, a montré son impuissance à résoudre les contradictions qui naissaient ainsi dans un système basé sur le profit d'une minorité.

Dès la fin du 19e siècle, la social-démocratie s'est occupée de la question. Lors de la Première Guerre Mondiale, alors que les partis socio-démocrates européens soutenaient la guerre plutôt que l'unité de classe des travailleurs, Lénine a fait un bilan de ces discussions. La Révolution d'Octobre de 1917 a créé de nouvelles bases pour envisager une issue. La Constitution de 1924 de l'URSS constate que « *le monde capitaliste est incapable de résoudre la question des nationalités* » et elle consacre l'Union des républiques socialistes soviétiques : « *un pas décisif sur la voie de l'union des travailleurs de tous les pays vers la République mondiale socialiste des Soviets* ». En outre, elle consacre aussi le droit inaliénable de ces Républiques à l'autodétermination, y compris la sortie de cette Union Soviétique.

Dans le numéro précédent de *En Lutte*, nous avons traité du cas de la Catalogne. A la fin du Moyen Age, quand l'Etat espagnol a pris forme, la Principauté de Catalogne est devenue aussi un Etat, qui a connu un développement industriel important depuis le 19e siècle. Proclamée République catalane confédérée à l'Espagne en 1931, elle obtient un statut de large autonomie, qu'elle perd cependant sous le régime de la dictature franquiste. Trotsky s'est occupé largement de ce cas précis, en 1931.

Dans notre pays, la N-VA n'a pas manqué d'accueillir avec enthousiasme le dirigeant catalan sécessionniste Carles Puigdemont, alors qu'elle-même pratique une politique pire que celle de Mariano Rajoy pour des minorités linguistiques, par exemple à Linkebeek, où un échevin ne peut même pas s'exprimer publiquement dans sa propre langue. Et quand il s'agit d'imposer l'austérité aux travailleurs, le « nationalisme » vient à point pour diviser notre classe et « communautariser » les soins de santé et la sécurité sociale.

Pour stimuler une réflexion sur ce thème d'une importance qui dépasse l'actualité, nous reproduisons ici deux chapitres du bilan de Lénine de 1916 : « *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* » ; ainsi qu'une « *Lettre aux camarades de Madrid* » de Trotsky, du 17 mai 1931, concernant la question catalane.

[1] On peut consulter une étude sur ce thème, de septembre 2011, sur notre site, www.lct-cwb.be, onglet Théorie / Quelques textes publiés par la LCT / La crise institutionnelle belge.

## La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes

[...]

### II. La révolution socialiste et la lutte pour la démocratie

La révolution socialiste, ce n'est pas un acte unique, une bataille unique sur un seul front, c'est toute une époque de conflits de classes aigus, une longue succession de batailles sur tous les fronts, c'est-à-dire sur toutes les questions d'économie et de politique, batailles qui ne peuvent finir que par l'expropriation de la bourgeoisie. Ce serait une erreur capitale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste ou d'éclipser celle-ci, de l'estomper, etc. Au contraire, de même qu'il est impossible de concevoir un socialisme victorieux qui ne réaliserait pas la démocratie intégrale, de même le prolétariat ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie s'il ne mène pas une lutte générale, systématique et révolutionnaire pour la démocratie.

Une erreur non moins grave serait de supprimer un des paragraphes du programme démocratique, par exemple celui concernant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, sous prétexte que ce droit serait « irréalisable » ou « illusoire » à l'époque de l'impérialisme. L'affirmation selon laquelle le droit des nations à disposer d'elles-mêmes est irréalisable dans le cadre du capitalisme peut être prise soit dans un sens absolu, économique, soit dans un sens relatif, politique.

Dans le premier cas, cette affirmation est foncièrement erronée au point de vue théorique. Premièrement, sont irréalisables dans ce sens, en régime capitaliste, par exemple la monnaie de travail ou la suppression des crises, etc. Mais il est absolument faux que le droit des nations à disposer d'elles-mêmes soit *également* irréalisable. Deuxièmement, l'exemple de la séparation de la Norvège d'avec la Suède, en 1905, suffit à lui seul pour réfuter ce « caractère irréalisable » compris dans ce sens. Troisièmement, il serait ridicule de nier qu'un petit changement du rapport des forces politiques et stratégiques, par exemple entre l'Allemagne et l'Angleterre, rendrait parfaitement « réalisable » aujourd'hui ou demain la formation de nouveaux Etats : polonais, indien, etc. Quatrièmement, le capital financier, dans sa tendance à l'expansion, achètera et soudoiera « librement » le gouvernement démocratique et républicain le plus libre et les fonctionnaires élus de n'importe quel pays, fût-il « indépendant ». La domination du capital financier, comme celle du capital en général, ne saurait être éliminée par *quelque* transformation *que ce*

*soit* dans le domaine de la démocratie politique; or, l'autodétermination se rapporte entièrement et exclusivement à ce domaine.

Mais cette domination du capital financier n'abolit nullement l'importance de la démocratie politique en tant que *forme* plus libre, plus large et plus claire de l'oppression de classe et de la lutte des classes. C'est pourquoi tous les raisonnements présentant comme « irréalisable », du point de vue économique, l'une des revendications de la démocratie politique en régime capitaliste procèdent d'une définition théoriquement fausse des rapports généraux et fondamentaux du capitalisme et de la démocratie politique en général.

Dans le second cas, cette affirmation est incomplète et inexacte. Car ce n'est pas seulement le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais *toutes* les revendications fondamentales de la démocratie politique qui, à l'époque de l'impérialisme, ne sont « réalisables » qu'incomplètement, sous un aspect tronqué et à titre tout à fait exceptionnel (par exemple, la séparation de la Norvège d'avec la Suède, en 1905). La revendication de l'affranchissement immédiat des colonies, formulée par tous les social-démocrates révolutionnaires, est elle aussi « irréalisable » en régime capitaliste sans toute une série de révolutions.

Cependant, cela n'entraîne nullement la renonciation de la social-démocratie à la lutte immédiate et la plus résolue pour *toutes* ces revendications - cette renonciation ferait tout simplement le jeu de la bourgeoisie et de la réaction - tout au contraire, il en découle la nécessité de formuler toutes ces revendications et de les faire aboutir non pas en réformistes, mais en révolutionnaires; non pas en restant dans le cadre de la légalité bourgeoise, mais en le brisant; non pas en se contentant d'interventions parlementaires et de protestations verbales, mais en entraînant les masses à l'action, en élargissant et en attisant la lutte autour de chaque revendication démocratique, fondamentale jusqu'à l'assaut direct du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire jusqu'à la révolution socialiste qui exproprie la bourgeoisie.

La révolution socialiste peut éclater non seulement à la suite d'une grande grève ou d'une manifestation de rue, ou d'une émeute de la faim, ou d'une mutinerie des troupes, ou d'une révolte coloniale, mais aussi à la suite d'une quelconque crise politique du genre de l'affaire Dreyfus[1] ou de l'incident de Saverne[2] ou à la faveur d'un référendum à propos de la séparation d'une nation opprimée, etc.

Le renforcement de l'oppression nationale à l'époque de l'impérialisme commande à la social-démocratie, non pas de renoncer à la lutte « utopique", comme le prétend la bourgeoisie, pour la liberté de séparation des nations, mais, au contraire, d'utiliser au mieux les conflits qui surgissent *également* sur ce terrain, comme prétexte à une action de masse et à des manifestations révolutionnaires contre la bourgeoisie.

[...]

### IV-Comment le prolétariat révolutionnaire doit poser le problème du droit des nations à disposer d'elles-mêmes

Ce n'est pas seulement la revendication du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais tous les points de notre programme-minimum démocratique qui ont été autrefois, dès le 17e et le 18e siècle, formulés par la petite bourgeoisie. Et la petite bourgeoisie continue à les formuler tous d'une façon utopique, sans voir la lutte des classes et son aggravation à l'époque de la démocratie, et en croyant au capitalisme « pacifique ».

Telle est précisément l'utopie d'une union pacifique de nations égales en droit à l'époque de l'impérialisme, utopie qui trompe le peuple et que prônent les partisans de Kautsky. A l'opposé de cette utopie petite bourgeoise et opportuniste, le programme de la social-démocratie doit mettre au premier plan, comme un fait fondamental, essentiel et inévitable à l'époque de l'impérialisme, la division des nations en nations oppressives et nations opprimées. Le prolétariat des nations oppressives ne peut se contenter de phrases générales, stéréotypées, rabâchées par tous les bourgeois pacifistes, contre les annexions et pour l'égalité en droits des nations en général. Il ne peut passer sous silence le problème, particulièrement « désagréable » pour la bourgeoisie impérialiste, des frontières des Etats fondés sur l'oppression nationale. Il ne peut pas ne pas lutter contre le maintien par la force des nations opprimées dans les frontières de ces Etats; autrement dit, il doit lutter pour le droit d'autodétermination. Il doit revendiquer la liberté de séparation politique pour les colonies et les nations opprimées par « sa » nation. Sinon, l'internationalisme du prolétariat demeure vide de sens et verbal ; ni la confiance, ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de celle qui opprime ne sont possibles; et l'hypocrisie des défenseurs réformistes et kautskistes de l'autodétermination, qui ne disent rien des nations opprimées par « leur propre » nation et maintenues de force au sein de « leur propre » Etat, n'est pas démasquée. D'autre part, les socialistes des nations opprimées doivent s'attacher à promouvoir et à réaliser l'unité complète et absolue, y compris sur le plan de l'organisation, des ouvriers de la nation opprimée avec ceux de la nation oppressive. Sans cela, il est impossible de sauvegarder une politique indépendante du prolétariat et sa solidarité de classe avec le prolétariat des autres pays, devant les

> ***Le programme de la social-démocratie doit mettre au premier plan, comme un fait fondamental, essentiel et inévitable à l'époque de l'impérialisme, la division des nations en nations oppressives et nations opprimées.***

[1] Le cas Dreyfus fut un processus de provocation organisé en 1894 par les cercles monarchiques du militarisme français contre l'officier juif Dreyfus de l'état major général, accusé faussement d'espionnage et de trahison à l'Etat. Dreyfus fut condamné par le Tribunal militaire à la prison à vie. Le mouvement social en France en faveur de la révision du cas eut lieu en pleine lutte acharnée entre républicains et monarchistes et aboutit à l'absolution de Dreyfus en 1906.

[2] L'incident de Saverne se produisit dans cette ville alsacienne en novembre 1913, à la suite des vexations infligées par un officier prussien aux alsaciens. Ellesi soulevèrent l'indignation de la population locale, en majorité française, contre le joug de la clique militaire prussienne.





manœuvres de toutes sortes, les trahisons et les tripotages de la bourgeoisie. Car la bourgeoisie des nations opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en une mystification des ouvriers : en politique intérieure, elle exploite ces mots d'ordre pour conclure des accords réactionnaires avec la bourgeoisie des nations dominantes (voir l'exemple des Polonais en Autriche et en Russie, qui concluent des marchés avec la réaction pour opprimer les Juifs et les Ukrainiens); en politique extérieure, elle cherche à pactiser avec une des puissances impérialistes rivales pour réaliser ses buts de rapine (politique des petits Etats dans les Balkans, etc.).

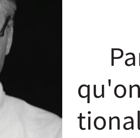
Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre « grande » puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, que les nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les social-démocrates à renier leur républicanisme.*

[...]

janvier 1916

** Note de Lénine*

Inutile de dire que repousser le droit d'autodétermination pour la raison qu'il en découlerait la nécessité de « défendre la patrie » serait tout à fait ridicule. C'est pour la même raison - c'est-à-dire aussi peu sérieusement - que les social-chauvins se réfèrent en 1914-I916 à n'importe quelle revendication de la démocratie (par exemple, à son républicanisme) et à n'importe quelle formule de lutte contre l'oppression nationale pour justifier la « défense de la patrie ». Lorsque le marxisme déclare que la défense de la patrie se justifiait dans les guerres, par exemple, de la grande Révolution française, ou celles de Garibaldi, en Europe, et qu'elle ne se justifie pas dans la guerre impérialiste de 1914-1916, il procède de l'analyse des particularités historiques concrètes de chaque guerre en tant que telle, et nullement d'un « principe général », ni d'un paragraphe de programme.



## Lettre aux camarades de Madrid

Parlons de ce qu'on dit être le « nationalisme » de la Fédération Catalane. C'est une question très importante, très grave. Les erreurs commises sur ce point peuvent avoir des conséquences fatales.

La révolution a réveillé en Espagne, plus puissamment que jamais, toutes les questions, dont celle des nationalités. Les tendances et les illusions nationales sont représentées principalement par les intellectuels petits bourgeois, qui s'efforcent de trouver un appui chez les paysans contre le rôle dénationalisateur du gros capital et contre la bureaucratie d'Etat. Le rôle dirigeant — pour la phase actuelle — de la petite bourgeoisie dans le mouvement d'émancipation nationale, comme en général dans tout le mouvement démocratique révolutionnaire, introduit inévitablement dans ce dernier nombre de préjugés de toute sorte. Venant de ce milieu, les illusions nationales s'infiltrent également parmi les ouvriers. Telle est, vraisemblablement, dans l'ensemble, la situation en Catalogne, et peut-être jusqu'à un certain point dans la Fédération Catalane. Mais ce que je viens de dire n'atténue nullement le caractère progressiste, révolutionnaire-démocratique de la lutte nationale catalane contre la suzeraineté espagnole, l'impérialisme bourgeois et le centralisme bureaucratique. Pas un instant l'on ne doit perdre de vue que l'Espagne tout entière et la Catalogne, comme partie constituante de ce pays, sont gouvernées actuellement non point par des nationaux-démocrates catalans, mais par des bourgeois impérialistes espagnols, alliés à de gros propriétaires fonciers, à de vieux bureaucrates et des généraux, avec l'appui des nationaux-socialistes. Toute cette confrérie est d'avis de maintenir, d'une part, les servitudes des colonies espagnoles et d'assurer, d'autre part, le maximum de centralisation bureaucratique de la métropole; c'est-à-dire qu'elle veut l'écrasement des Catalans, des Basques et des autres nationalités par la bourgeoisie espagnole. Dans la phase actuelle, étant donné les combinaisons présentes de forces de classes, le nationalisme catalan est un facteur révolutionnaire progressiste. Le nationalisme espagnol est un facteur impérialiste réactionnaire. Le communiste espagnol qui ne comprend pas cette distinction, qui affecte de l'ignorer, qui ne la met pas en valeur au premier plan, qui s'efforce au contraire d'en atténuer l'importance, risque de devenir un agent inconscient de la bourgeoisie espagnole et d'être à tout jamais perdu pour la cause de la révolution prolétarienne. Où est le danger des illusions nationales petites bourgeoises ? En ceci qu'elles peuvent diviser le prolétariat d'Espagne en secteurs nationaux. Le danger est très sérieux.

> ***Le nationalisme catalan est un facteur révolutionnaire progressiste. Le nationalisme espagnol est un facteur impérialiste réactionnaire.***

> ***Dénoncer implacablement les violences commises par la bourgeoisie de la nation suzeraine et gagner ainsi la confiance du prolétariat des nationalités opprimées.***

Les communistes espagnols peuvent le combattre avec succès, mais d'une seule manière: en dénonçant implacablement les violences commises par la bourgeoisie de la nation suzeraine et en gagnant ainsi la confiance du prolétariat des nationalités opprimées. Toute autre politique reviendrait à soutenir le nationalisme réactionnaire de la bourgeoisie impérialiste qui est maîtresse du pays, contra le nationalisme révolutionnaire-démocratique de la petite bourgeoisie d'une nation opprimée.

17 mai 1931

IRAN



# Des manifestations en Iran remettent en question le régime des ayatollahs

L'année 2018 débute par des manifestations dans différentes villes d'Iran, notamment à Téhéran, Mechhed, Ispahan et Chiraz, les quatre villes les plus peuplées du pays. Des milliers de personnes, selon différents militants, sont descendues dans la rue en réponse à un appel diffusé sur les réseaux sociaux pour protester contre le prix élevé des denrées alimentaires et contre l'intervention iranienne dans les pays du Moyen-Orient tels que la Syrie et le Yémen.

Dans plusieurs vidéos, disponibles sur Facebook et YouTube, on peut voir des affrontements entre manifestants et forces de sécurité du régime iranien. Ce dernier a réagi en disant qu'il allait supprimer toute manifestation « qui menace la sécurité du pays ». En outre, les autorités ont appelé à une marche « prorégime » à Téhéran. Il y a déjà deux morts, et des centaines de blessés, victimes de la répression d'un gouvernement qui n'a jamais toléré aucune liberté d'expression. Plus de 200 personnes ont été détenues jusqu'à présent et le gouvernement a restreint l'utilisation d'Internet dans tout le pays.

Ce sont les plus grandes manifestations depuis 2009, lorsque le mouvement Vert iranien s'était manifesté après des élections contestées au cours desquelles le précédent président, Mahmoud Ahmadinejad, avait été réélu, non sans plusieurs accusations de fraude et de manipulation électorale. Le président actuel, Houssan Rouhani, a remporté les élections (en Iran, totalement contrôlées par le régime des ayatollahs) en mai 2017, promettant des réformes économiques et politiques. Mais jusqu'à présent, il n'a tenu aucune de ses promesses.

Les manifestations semblent aller crescendo et acquièrent rapidement un caractère anti-régime, avec des slogans contre la dictature et pour la réalisation d'un référendum qui déciderait sur l'avenir du pays. Apparemment, les manifestants sont principalement des jeunes de la classe ouvrière des quartiers urbains les plus touchés par la pauvreté et la crise économique.

L'Iran est très impliqué dans un différend régional avec l'Arabie Saoudite. Les deux pays sont les principales puissances économiques du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, et en réponse aux révolutions arabes, ils ont été contraints d'intervenir dans la région pour dompter les rébellions et essayer d'éviter, ou du moins retarder, les mouvements internes qui menacent la puissance de ces deux régimes hautement réactionnaires.

L'accord nucléaire entre les Etats-Unis et l'Iran en juillet 2015 n'était rien de plus qu'une tentative du régime iranien de gagner du temps, de gagner quelques années de survie avant que la situation n'éclate. La politique de Trump, qui consiste à prioriser les relations avec l'Arabie saoudite et Israël et à isoler l'Iran, peut amener la crise régionale à un niveau sans précédent.

**Crise économique et répression politique**

La décroissance du commerce mondial suite à la crise financière de 2007, la baisse du prix du pétrole – l'Iran détient 10 % des réserves mondiales de pétrole et 15 % de celles du gaz – et les sanctions imposées par la communauté internationale expliquent, entre autres, la crise économique qui sévit dans le pays.

L'accord nucléaire avec l'administration Obama était accompagné de la réduction des sanctions internationales et de l'augmentation des exportations de pétrole, le pays progressant de plus de 10 % en 2016. Cependant, la vie de la population n'a fait que s'aggraver depuis lors. L'intervention internationale croissante dans la région, directe ou indirecte – par le financement de groupes liés –, dans des pays tels que l'Irak, le Liban, la Palestine, le Yémen et la Syrie, a généré des déficits publics constants, ainsi qu'une énorme pression inflationniste et une réduction de l'investissement public. Le taux de chômage est d'environ 12 % et la dette publique atteint environ 35 % du PIB (données de la Banque mondiale).

L'Iran est un des pays les plus industrialisés de la région. C'est le plus grand producteur automobile du Moyen-Orient et il possède une industrie pétrochimique très importante. Près de 60 % de son économie est encore nationalisée. La classe ouvrière industrielle y est assez concentrée et est, avec celles de la Turquie et de l'Egypte, l'une des plus nombreuses de la région.

Le droit à la libre organisation syndicale n'existe pas dans le pays, ni le droit à la formation de partis politiques d'opposition. La participation de la classe ouvrière dans la révolution de 1979, qui a renversé le Shah Reza Pahlavi, une marionnette des pays occidentaux, fut décisive, grâce à des grèves dans divers secteurs tels que les chemins de fer, les aéroports, les journaux, l'industrie pétrochimique et les banques. Actuellement, il n'y a pas encore de grèves ou de manifestations de masse dans le pays. Mais une intensification des manifestations et de la crise politique peut altérer la situation de toute la région.

**La solidarité internationale avec le peuple iranien est décisive en ce moment, quand la répression s'intensifie et alors qu'une partie importante de la gauche mondiale se maintienne en silence ou se mette directement du côté du régime pourri des ayatollahs.**

Gabriel Huland

01.01.2018 L

## *Abonnez-vous !*

Par son auto-financement, notre journal ***En Lutte*** est 100 % indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de *20 EUR pour 10 numéros.*

- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs BE83 6528 5492 2215* avec mention de votre nom et « Abonnement EL »
- Communiquez votre adresse postale à lct.cwb@gmail.com

## Solidarité avec les camarades argentins

Plus de 300 000 personnes, des cortèges de beaucoup d'usines, de syndicats, de partis, sont descendus dans la rue à Buenos Aires le lundi 18 décembre dernier pour protester contre une nouvelle loi des pensions, approuvée alors par la Chambre de Députés. La lutte continue, et le gouvernement Macri répond avec une répression acharnée. Plusieurs manifestants ont dû être hospitalisés, et il y a actuellement plus de 500 détenus, et plus de 60 déférés aux juges. Un militant particulièrement visé par la répression est Sebastián Romero.

Une solidarité internationale s'impose. Voici une Déclaration, déjà signée par les différents partis de gauche en Argentine, en unité d'action, ainsi que par beaucoup de syndicats argentins et aussi des partis, des syndicats et des organisations de Défense des droits de l'Homme dans plusieurs autres pays.

Vous pouvez y adhérer en envoyant un e-mail à solidaridadconsebastianromero@gmail.com

**Assez de répression et de criminalisation de la protestation**

Le gouvernement a violemment réprimé des milliers de travailleurs dans la Plaza Congreso au service de ses lois contre les retraités et le peuple. Des dizaines de détenus, des blessés graves et des camarades qui ont perdu la vue. Macri doit assumer ses responsabilités, et destituer immédiatement la ministre Bullrich et les autres coupables. Ce sont eux les violents.

Les soussignés exigent des autorités politiques et judiciaires la cessation de l'escalade répressive et du harcèlement contre l'ensemble des travailleurs et du peuple et leurs organisations. La persécution de Sebastián Romero doit cesser et les procès contre les autres camarades doivent être annulés.

Dans le même temps, nous exigeons le maximum d'unité et de solidarité de l'ensemble des organisations politiques, sociales, syndicales et des droits de l'homme pour stopper la situation. (20/12/2017)




Le 6 décembre dernier, le président Trump a déclaré que Jérusalem est la capitale d'Israël et que l'ambassade américaine y serait déplacée, à l'encontre du droit international. Cette décision confirme l'appui du gouvernement américain au projet d'Israël d'annexer et de coloniser la Palestine.

La situation des Palestiniens à Jérusalem est déjà très difficile étant donné la démolition de maisons, la révocation des permis de résidence, l'absence de services, les arrestations arbitraires et l'implantation de colonies israéliennes. Cette décision constitue une attaque additionnelle à leur droit à l'autodétermination.

La réaction du peuple palestinien a été immédiate et les manifestions dans la rue ont recommencées, manifestations durement réprimées par le régime israélien. Dans ce contexte de lutte pour la reconnaissance, le syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (PPSWU) de Palestine a lancé un appel à la solidarité que nous reproduisons ci-dessous :

**Message au peuple de la Palestine, aux travailleurs, aux militants solidaires, aux syndicats et aux organisations de la société civile à l'échelle internationale :**

À la lumière de l'annonce faite par le président des États-Unis indiquant que son pays reconnaît la ville de Jérusalem comme étant la capitale de l'État sioniste occupant (Israël), nous vous exhortons à poser des gestes concrets et à confirmer ce qui suit :

− La ville de Jérusalem est le berceau des religions, une ville arabe palestinienne et la capitale de l'État de la Palestine;

− La défense de notre cause et la lutte contre l'occupation sont des droits et non du terrorisme;

− La population palestinienne doit défendre les villes, les villages et les lieux saints palestiniens contre les forces d'occupation israéliennes et les colons israéliens;

− Les travailleurs et travailleuses et les militantes et militants solidaires de partout dans le monde doivent s'abstenir de réagir à la décision du président Trump, chef mondial de l'extrémisme et du racisme. Ils doivent plutôt réaffirmer que l'intensification des campagnes de boycott, de retrait des investissements et de sanctions contre l'État d'occupation israélien et ses organisations est la meilleure solution;

− Nos camarades à l'échelle mondiale doivent organiser des journées de colère et de protestation contre la décision des États-Unis. Les syndicats américains doivent faire connaître leur position sur la décision de leur gouvernement, qui, selon nous, n'est rien de moins qu'une intensification des attaques contre les droits du peuple palestinien, qui sont enchâssés dans le droit international.

Nous remercions les États des quatre coins du monde qui se sont opposés à cette décision raciste et qui continuent de considérer Jérusalem comme une ville sous occupation. Nous leur demandons de reconnaître l'État de la Palestine.

En terminant, nous vous prions de demeurer fermement solidaires de notre cause, de dénoncer les crimes de l'État d'occupation israélien et des États-Unis contre le peuple palestinien, d'en informer votre milieu et d'intenter des poursuites contre les criminels de guerre et les auteurs de racisme et d'actes de violence.

*Vos camarades, les travailleurs et travailleuses des postes de la Palestine (PPSWU)*

**La lutte continue**